

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

Carcassonne, le 28 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21 septembre 2022

Contexte et constats

Publié sur 

PARC EOLIEN RIVESALTES SAS

17, rue de la Frise BP 183
38042 GRENOBLE

Références : UID11/66-C3-2022-588
Code AIOT : 0006605462

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 septembre 2022 dans l'établissement de la société PARC EOLIEN RIVESALTES SAS, implanté Espaces Entreprises Méditerranée à RIVESALTES (66600). L'inspection a été annoncée le 2 septembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN RIVESALTES SAS
- Espaces Entreprises Méditerranée 66600 RIVESALTES
- Code AIOT : 0006605462
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 6 aérogénérateurs).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect des dispositions et prescriptions de l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BUFIC/2015175-0002 en date du 24 juin 2015 complété par l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2019 ainsi que celles de l'arrêté ministériel du 26 août 2011, et notamment celles concernant le démantèlement et la construction du nouveau parc

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet
5	moyens de lutte contre un incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Démantèlement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29 > I.	/	Sans objet
7	Démantèlement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29 > II.	/	Sans objet
10	Déchets	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
8	Démantèlement du parc existant	Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 5	/	Sans objet
9	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/06/2015, article 6-I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater le démantèlement des 8 anciens aérogénérateurs et des installations connexes non réutilisées, et la construction du nouveau parc composé de 6 aérogénérateurs. Toutefois, l'exploitant doit fournir des éléments complémentaires concernant, notamment, la gestion des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Constats : Lors de la visite, les accès à l'intérieur de l'aérogénérateur E2 et du poste de livraison étaient maintenus fermés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Panneautage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Lors de la visite, l'aérogénérateur E2 était identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât, toutefois ce numéro ne correspondait pas au numéro généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2022. Par ailleurs, même si le parc éolien est construit mais pas encore mis en service industriel, il est nécessaire de mettre en place les panneaux sur le(s) chemin(s) d'accès de chaque aérogénérateur et sur le poste de livraison, comportant les prescriptions à observer par les tiers.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Lors de la visite, l'intérieur de l'aérogénérateur E2 était maintenu propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était stocké.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : L'exploitant n'a pas pu fournir les justificatifs que les installations destinataires des déchets pour traitement sont régulièrement autorisées à cet effet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'extincteur de l'éolienne E2 avait fait l'objet d'un contrôle en juin 2021. Le jour de la visite, le 21 septembre 2022, ce contrôle était non-conforme puisqu'il avait plus d'1 an (norme NFS 61-919 qui prévoit une vérification par une entreprise spécialisée et agréée est obligatoire tous les ans à partir de l'année de vente). L'exploitant doit transmettre le justificatif du dernier contrôle de l'ensemble des extincteurs du parc.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Démantèlement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Démantèlement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement comprennent : - le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ; - l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ; - la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.
Constats : L'exploitant indique avoir procédé au démantèlement du parc, notamment : - avoir démantelé les installations de production d'électricité, les postes de livraison ainsi que la totalité des câbles des aérogénérateurs et du poste de livraison ; - avoir excavé la totalité des fondations.

<p>Le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès n'a pas été réalisé, car le parc a fait l'objet d'un repowering (renouvellement des aérogénérateurs) et ces aires et chemins ont donc été réutilisés pour le nouveau parc.</p> <p>Lors de la visite, aucune éolienne ni le poste de livraison de l'ancien parc n'étaient présents sur le site.</p> <p>L'exploitant a transmis des bordereaux de suivi de déchets et autres documents permettant de justifier de l'élimination des déchets (voir point 10) ainsi qu'un tableau récapitulatif. Ce tableau associe un code déchets pour chaque élément évacué.</p> <p>Ce tableau fait état de l'envoi de différentes parties des éoliennes, notamment les nacelles et les pales, à l'étranger, Danemark, Espagne et Portugal et mentionne pour ces pièces le code de traitement R12 (Échange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R1 à R11). L'exploitant n'a aucun bordereau de suivi de déchets ni justification de l'autorisation de transfert transfrontalier de ces déchets, car, d'après lui, c'est de la « réutilisation ». Dans l'éventualité où ces parties d'éoliennes sont réutilisées en l'état, sans aucune autre action, il s'agit alors d'une « réutilisation ». Toutefois, si les parties sont destinées à subir une autre opération de traitement ou être démontées pour être revendues en pièces détachées, il s'agit alors d'une élimination de déchets. L'exploitant doit donc justifier du devenir des parties d'éoliennes et transmettre à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets et les autorisations de transfert transfrontaliers de déchets, ou, le cas échéant, les justificatifs de la réutilisation en l'état des éléments évacués</p> <p>Enfin, lors de la visite, plusieurs déchets (plastiques, déchets de construction, ferrailles et câbles) ont été vus autour du poste de livraison, zone qui a été remblayée. L'exploitant n'a pas pu justifier de la provenance de ces déchets ni du caractère inerte du remblai. Dès lors, il doit être excavé et envoyé vers une filière de traitement adaptée et régulièrement autorisée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Démantèlement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Démantèlement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet. Au 1^{er} juillet 2022, au minimum 90 % de la masse totale des aérogénérateurs démantelés, fondations incluses, lorsque la totalité des fondations sont excavées, ou 85 % lorsque l'excavation des fondations fait l'objet d'une dérogation prévue par le I, doivent être réutilisés ou recyclés. Au 1^{er} juillet 2022, au minimum, 35 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés. Les aérogénérateurs dont le dossier d'autorisation complet est déposé après les dates suivantes ainsi que les aérogénérateurs mis en service après cette même date dans le cadre d'une modification notable d'une installation existante, doivent avoir au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - après le 1er janvier 2024, 95 % de leur masse totale, tout ou partie des fondations incluses, réutilisable ou recyclable ; - après le 1er janvier 2023, 45 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable ; - après le 1er janvier 2025, 55 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable.
<p>Constats : L'exploitant a fourni un premier bilan par type du traitement des déchets qui ne comporte pas l'ensemble des déchets.</p> <p>L'exploitant doit transmettre le document final afin de pouvoir vérifier si les taux de recyclage réglementaire au 1er juillet 2022 ont été respectés.</p>

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Démantèlement du parc existant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Démantèlement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en place des nouvelles éoliennes, l'ancien parc est entièrement démantelé, selon la réglementation en vigueur (Arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent), fondations et câblages inter-éolien inclus.
Constats : Au vu des documents fournis par l'exploitant, le chantier de démantèlement des éoliennes a eu lieu de mars à juillet 2021 et le chantier de construction des nouvelles éoliennes de mars à août 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2015, article 6-I
Thème(s) : Risques chroniques, Montant des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières à constituer en application de l'article R 553-1 à R 553-4 du code de l'environnement s'élève à 50 000 € par aérogénérateur.
Constats : Conformément à l'article R. 515-101, l'exploitant doit transmettre l'attestation des garanties financières avant la mise en service du parc. Par ailleurs, au vu de l'annexe 1 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, le nouveau montant des garanties financières est de : $M = 2 \times 50000 + 4 \times (50000 + 25000 \times (2,35 - 2)) = 335000 \text{ euros}$
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2
Thème(s) : Risques chroniques, Elimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à

les prendre en charge.
Constats : Certains bordereaux de suivi de déchets n'étaient pas au nom de l'exploitant. Il a été rappelé que le producteur du déchet est bien l'installation autorisée à exploiter le parc éolien.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet